

# Palestine : la communauté internationale doit prendre des mesures immédiates et efficaces face à l'intensification des attaques israéliennes à Jérusalem

## Description

Le 11 mai 2021



L'Institut du Caire pour les Etudes sur les Droits de l'Homme (CIHRS) condamne l'escalade et l'agressivité des attaques israéliennes qui, à Jérusalem, ciblent la population palestinienne. Le régime d'apartheid israélien s'affiche, ouvertement aux yeux du monde qui en est témoin, avec des images et des reportages exceptionnellement dérangeants qui arrivent de Jérusalem. La communauté internationale, et spécialement les plus proches alliés d'Israël en Europe et en Amérique du Nord, doit prendre des mesures efficaces qu'elle aurait dû prendre depuis longtemps pour tenir Israël pour responsable de ses violations graves et systématiques du droit international sur les droits de l'homme et du droit humanitaire, et pour mettre fin à l'impunité d'Israël.

La violence systématique et l'incitation anti-palestinienne qui sous-tendent le régime israélien d'apartheid ont atteint des sommets ces dernières semaines. Les attaques des Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) qui ont ciblé les fidèles sur le site de la Mosquée Al-Aqsa depuis le 7 mai ont fait usage de gaz lacrymogènes, de bombes assourdissantes et de balles de métal enrobé de caoutchouc, faisant des centaines de blessés palestiniens.

La réponse disproportionnée d'Israël en représailles contre le pilonnage aveugle de Jérusalem par les factions palestiniennes est une menace évidente contre la paix et la sécurité et constitue un crime de guerre selon le droit humanitaire international. Les frappes israéliennes sur la Bande de Gaza ont provoqué la mort de civils, dont des enfants. Le CIHRS condamne les attaques aveugles sur les civils.

Le 20 mai 2021, un colon israélien a dirigé sa voiture sur des Palestiniens qui marchaient près de la Porte des Lions à l'entrée de la mosquée Al-Aqsa dans la Vieille Ville de Jérusalem, provoquant des blessures. Récemment, des colons israéliens ont mis le feu à des oliviers sur une terre appartenant à des Palestiniens dans le village de Burin, en Cisjordanie occupée. En avril, des centaines d'Israéliens ont défilé dans la Vieille Ville de Jérusalem, attaquant des Palestiniens et criant « Mort aux Arabes ». Ce ne sont que les derniers parmi les nombreux exemples des attaques répétées et fréquentes des colons qui ciblent la population palestinienne ; et dans un contexte d'impunité, ces attaques sont non seulement rendues possibles, mais soutenues par le gouvernement israélien et les FOI.

Dans le projet politique d'Israël de manipulation démographique, de nettoyage ethnique et de transfert de population pour déplacer les Palestiniens et les remplacer par des Juifs israéliens, huit familles de réfugiés palestiniens de Sheikh Jarrah, déplacées de force en 1948 et qui ont refusé le droit de retrouver leur terre et leurs biens, sont actuellement sous la menace d'une éviction imminente et du départ des maisons où elles vivent depuis presque 70 ans, maisons qui ont été construites dans le cadre d'un accord entre le gouvernement jordanien et l'Agence de Secours et de Travaux des Nations Unies (UNRWA).

Depuis 1948, Israël a installé un régime d'apartheid grâce à une fragmentation stratégique du peuple palestinien, par laquelle les Palestiniens ne peuvent se rencontrer, se rassembler, vivre ensemble, ni exercer leurs droits collectifs, y compris le droit à l'autodétermination. Depuis des décennies, Israël a institutionnalisé à travers des lois, des décisions politiques et des pratiques un régime d'apartheid de domination raciale et d'oppression sur la population palestinienne, qui maintient la supériorité juive israélienne grâce à une myriade de violations des droits de l'homme, y compris des meurtres, des arrestations arbitraires massives, la torture, des punitions collectives, le déni du droit au retour, et l'oppression et la réduction au silence de l'opposition à l'apartheid.

La constante escalade d'Israël contre les Palestiniens de Jérusalem dans le contexte de ses attaques généralisées et systématiques contre le peuple palestinien depuis 1948 constitue la base de son régime d'apartheid, ce qui équivaut à un crime contre l'humanité. Tous les États de la communauté internationale ont la responsabilité morale et juridique de coopérer pour mettre fin à cette situation illégale. Dans cette optique, le CIHRS appelle la communauté internationale à :

1. Reconnaître la réalité de l'imposition par Israël d'un régime d'apartheid sur le peuple palestinien en totalité et prendre des mesures immédiates et directement efficaces à comprendre des sanctions sans y être limitée, un embargo sur les armes et des interdictions de voyager pour assurer que, en tant que membres de la communauté mondiale soumise au droit international, elles ne contribuent pas, directement ou indirectement, au maintien continu de l'apartheid.
2. Reconstituer le Comité Spécial de l'ONU contre l'Apartheid et le Centre de l'ONU contre l'Apartheid pour qu'ils occupent du régime israélien d'apartheid. Ces organismes ont été déterminants pour la construction d'un soutien international à l'action collective des États dans le but de vaincre l'apartheid en Afrique du Sud.
3. Soutenir la justice internationale et les mécanismes de responsabilité, dont l'enquête de la CPI sur la *Situation en Palestine*, actionner les mécanismes de compétence universelle en direction des auteurs soupçonnés de crimes internationaux dans leurs propres juridictions, et poursuivre l'installation de solutions de responsabilité adoptées par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU ainsi que les recommandations des précédents mécanismes d'investigation de l'ONU sur la Palestine.
4. Appeler à une Session Spéciale du Conseil aux Droits de l'Homme de l'ONU pour qu'il s'occupe en urgence de la situation en dégradation des droits de l'homme.

Source : [CIHRS](#)

Traduction J. Ch. pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

## Tags

1. attaques israÃ©liennes
2. communautÃ© internationale
3. Jerusalem
4. JÃ©rusalem
5. Save Sheikh Jarrah
6. ur

**date crÃ©Ã©e**  
2021/05/23